



DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

o.713-84. - VH/mey

3003 Berne, le 3 mai 1971

Prière de rappeler cette référence dans la réponse

Ad.713.331(1)-Ro/hb

Bureau de l'Observateur suisse
auprès de l'Organisation des Nations Unies

N e w Y o r k

an							a/a
Datum							
Visa							
- 6. MAI 1971							
Ref. 713.339 (2)							

Conférence de Stockholm

Monsieur l'Ambassadeur,

C'est avec le plus grand intérêt que nous avons pris connaissance de vos deux communications du 23 avril dernier concernant les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Nous nous réservons de revenir sur l'un ou l'autre des documents que vous avez eu l'obligeance de nous remettre, lorsque nous aurons pu les étudier de manière plus approfondie et consulter, le cas échéant, le groupe interdépartemental pour les questions internationales de l'environnement.

Il nous paraît clair que la démarche soviétique, formellement dirigée contre "un certain nombre de pays qui ne sont pas membres de l'Organisation" et qui se sont prononcés sur le questionnaire de M. Strong (c'est-à-dire le Saint-Siège et la Suisse), tend en fait à empêcher une participation de la République fédérale d'Allemagne aux travaux préparatoires, non pas sans doute pour s'opposer à ce que celle-ci soit finalement représentée à Stockholm, mais pour obtenir que la République démocratique allemande y prenne part sur un certain pied d'égalité. Nous interprétons cette

./.



attitude en corrélation avec ce qui vient de se passer à Genève, à la Commission économique pour l'Europe, où les délégations occidentales et celles des pays communistes se sont opposées, obstinément de part et d'autre, au sujet des modalités de participation de la RDA à la Conférence de Prague, au point que pour éviter une impasse totale, la Commission a finalement changé le caractère de cette rencontre qui, du niveau intergouvernemental, a été ramenée à celui d'un colloque-symposium, non appelé à prendre des décisions, certaines de celles qu'il était prévu de prendre à Prague ayant été arrêtées à Genève. Selon nos informations, les pays européens qui appuient la RFA n'enverront donc pas de ministres ou de hautes personnalités politiques à Prague (même la Suède, très gênée dans cette affaire, bien entendu, puisqu'elle sera l'hôte de la Conférence des Nations Unies). Par exemple c'est M. Herter, et non M. Train, qui conduirait la délégation des Etats-Unis. Nous n'avons cependant pas, à la réflexion, modifié la composition de notre propre délégation, qui, au moins les premiers jours, sera dirigée, comme prévu, par M. F. Walthard, secrétaire général du Département de l'économie publique. Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous féliciter, avec vous, d'avoir pu montrer notre souci de coopération et exprimer quelques vues essentielles avant la manoeuvre soviétique et nous comptons persister, dans la mesure du possible et avec les précautions opportunes, dans cette politique, ne serait-ce que par égard pour l'opinion publique suisse, qui a marqué déjà de l'intérêt pour la Conférence de Stockholm et comprendrait mal une abstention du Conseil fédéral.

Il est certain que, comme vous l'avez relevé, la formule "Etats membres", employée dans les rapports du Comité préparatoire, n'est pas dépourvue d'ambiguïté.

Sans doute n'est-ce pas par hasard, du moins en ce qui concerne la seconde session de ce Comité. Nous vous rappelons à ce sujet ce qu'écrivait notre observateur à cette seconde session, M. Voirier, dans son rapport du 8 mars (p.2 et 3). Nous ajouterons que, comme vous l'avez présumé, M. Voirier avait été annoncé par l'ambassadeur Humbert et que celui-ci l'avait personnellement présenté, avant la session, à M. Winspeare Guicciardi, entouré de M. Strong et de notre compatriote M. Nerfin. L'accueil avait été prévenant. Un intérêt certain avait été témoigné pour une participation effective de notre pays aux travaux préparatoires.

Les conditions ne sont naturellement pas identiques à Genève et à New York. Aussi nous vous laissons entièrement juge de la manière la meilleure d'assurer la présence suisse au cours des travaux que vous avez bien voulu accepter de suivre, sans compromettre les chances de celle que nous tenons à avoir à Stockholm.

Au demeurant il se pourrait - nous est-il revenu - que la position soviétique ne soit pas aussi rigide quant à la Conférence de Stockholm qu'elle ne l'a été à Genève en vue du "symposium" de Prague, la participation des deux Allemagne n'étant pas seule en cause (Viêt-Nam, Corée, Chine !).

Nous vous serons très reconnaissants de nous tenir au courant de l'évolution des choses.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre considération distinguée.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL
Organisations Internationales

